

dians, et que ceux-ci soient bien renseignés, à la fin de leurs cours.

Malheureusement, tout va se faire en vitesse, tout le monde va courir ensemble, et l'on va découvrir qu'il n'existe pas d'organisme choisi pour trouver les emplois, pour organiser les groupes de travailleurs, ce qui causera des difficultés très grandes.

Au ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, on parle de pollution et de drogues. J'ai pensé à deux ou trois organismes qui pourraient faire enquête sur le problème des drogues, par exemple, dans ma circonscription. A mon avis, une enquête pourra également être faite sur la pollution. Ceci intéresserait ces groupes de jeunes qui entreraient dans la communauté, et trouveraient ainsi l'occasion de se rendre utiles.

J'ai en main la publication du service de la Commission de la fonction publique. J'aimerais obtenir des éclaircissements à ce sujet, notamment sur le passage de cette publication qui dit ce qui suit:

Les étudiants des universités et des CEGEP et des collègues communautaires dans les provinces autres que le Québec peuvent recourir à deux méthodes pour postuler un emploi d'été à la Fonction publique du Canada.

...soit par l'entremise de la Fonction publique ou du ministère de la Main-d'œuvre.

Monsieur l'Orateur, je désire attirer l'attention du ministre responsable sur l'utilisation de l'expression «dans les provinces autres que le Québec». Je me demande un peu comment nous allons orienter les jeunes dans leurs demandes, si nous faisons exception du Québec. Je ne sais pas si l'on veut dire que le Québec possède sa propre organisation. Peut-être que des centres universitaires existent dans l'Ontario comme au Québec, mais il y a un point que j'aimerais faire éclaircir, à savoir, comment nous allons orienter nos jeunes.

Au fait, j'ai bien l'intention d'essayer de découvrir tout ce qui, dans ma région, pourrait aider aux jeunes, en vue de mettre ce programme en application, comme j'ai déjà commencé à le faire d'ailleurs. Toutes les maisons, les Chambres de commerce et les municipalités vont recevoir ces jours-ci un exemplaire de cette publication, afin de favoriser notre région et, en même temps, faire connaître les programmes que le ministère offre à la population. Je crois que c'est là le travail du député, et c'est pourquoi j'aurai probablement des entretiens avec l'honorable ministre, afin d'assurer l'application de ce programme.

Monsieur l'Orateur, je ne veux pas abuser davantage du temps de la Chambre car je sais que plusieurs autres députés ont aussi des remarques à faire. Je voudrais tout simplement, en terminant les miennes, dire que nous sommes satisfaits de ce projet, car il nous donnera l'occasion de faire appel à la participation de tous les jeunes, afin de les employer à une œuvre constructive, plutôt que de les laisser se promener durant toutes les vacances, sans savoir quoi faire de leurs deux mains.

[Traduction]

M. Lloyd Francis (Ottawa-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'ai écouté avec un vif intérêt le discours de mon collègue le député de Don Valley (M. Kaplan); il n'a pu le terminer à cause de notre entente fermement établie sur la durée des discours. Comme je suis persuadé de l'intérêt des autres représentants pour cette question, je vais essayer de vous faire part de ce que le député aurait dit s'il avait eu le temps de terminer son discours et j'espère

que nos vis-à-vis me pardonneront si je recours assez souvent à mes notes.

M. McGrath: C'est un dangereux précédent.

M. Bell: Qui a d'abord rédigé ce discours?

M. Francis: Le député de Don Valley est capable de composer lui-même ses discours et c'en est un qu'il a rédigé cet après-midi. Les Canadiens, dit-il, voudraient une population plus nombreuse et une économie de fabrication perfectionnée, qui nous permettent d'avoir un mode de vie distinctif et d'accéder à l'autonomie économique. Nous ne voulons donc pas voir notre action entravée par l'exportation de nos richesses naturelles. Il aurait pu parler ensuite, du dilemme que nos stratégies économiques...

M. l'Orateur suppléant (M. Richard): A l'ordre. Je ne m'oppose pas à ce que le député lise un discours, mais il ne voudrait sûrement pas attribuer la totalité du sien à quelqu'un d'autre.

M. Francis: Monsieur l'Orateur, j'essaie simplement de compléter quelques remarques du député de Don Valley, qui serviront de base à mes commentaires personnels. J'espère qu'on n'y verra pas d'objection.

M. l'Orateur suppléant (M. Richard): Le député peut continuer pourvu qu'il fasse suivre ces remarques de ses propres commentaires.

M. Francis: Le député a exposé le dilemme auquel nos stratégies économiques font face. Nous savons que l'exportation des matières premières et l'importation du capital étranger, individuellement, créent des possibilités d'emploi, mais, conjointement, elles font monter le prix de nos exportations calculé en devises étrangères et étouffent notre économie de fabrication. Dans ces conditions, il s'agit de savoir comment atteindre l'objectif le plus important de tous, l'augmentation du nombre des emplois. On a suggéré quatre solutions. Deux d'entre elles sont évidentes mais ne sont pas forcément d'application facile, et le gouvernement travaille déjà en ce sens. Premièrement, il nous faut mieux utiliser nos propres capitaux. N'oublions pas que, lorsque nous investissons nos propres capitaux pour créer des emplois et fabriquer des produits, nous le faisons sans renforcer notre dollar. C'est un des principaux objectifs du ministère de l'Industrie et du Commerce. Il justifie également la création de la Société de développement du Canada et les négociations pour que la Home Oil demeure canadienne.

Deuxièmement, nous devons essayer de faire sortir des dollars du Canada si cela est possible sans que le nombre des emplois en souffre. Cette partie du raisonnement, qui est peut-être une des raisons cachées de la récente diminution du taux de réescompte de la Banque du Canada et de la rapidité avec laquelle les banques privées ont imité son geste, indique bien que la sortie du Canada de capitaux à court terme était justifiée. Notre dollar s'en est trouvé soulagé, mais il y a des limites, et le déséquilibre n'est aucunement corrigé.

Troisièmement, et c'est une chose que le gouvernement n'a pas encore tout à fait comprise, nous pourrions essayer de faire intervenir une plus forte part de main-d'œuvre dans la fabrication de nos produits d'exportation. Nous progressons dans ce domaine, bien qu'insuffi-